

à régler la situation intérieure en Angola, mais désormais, la solution ne peut plus être loin. En outre, l'Afrique du Sud a fait des ouvertures diplomatiques à certains États africains et elle a semblé relâcher la pression qu'elle exerçait sur le Mozambique et l'Angola. En revanche, la situation des Noirs d'Afrique du Sud n'a pas paru s'améliorer beaucoup. Le gouvernement a pris de nouvelles mesures pour réprimer l'opposition et museler la presse, tandis que la violence a continué de sévir sporadiquement.

Il y a un an, la perspective d'une évolution positive du climat entre l'Afrique du Sud et ses voisins était sombre, en dépit des pressions américaines. L'influence que l'URSS a exercée sur l'Angola et Cuba a sans doute grandement favorisé la conclusion d'une entente, ce qui a par ailleurs amené Pretoria à réévaluer le danger qu'une Namibie indépendante présentait pour sa sécurité. Il est difficile de savoir exactement à quel point les sanctions ont compté dans cette réévaluation. Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth a signalé en août, à sa réunion de Toronto, que les sanctions commerciales avaient une incidence sensible sur l'Afrique du Sud, mais il n'a pas expliqué comment. Un rapport soumis aux ministres révélait que l'absence de nouveaux investissements étrangers avait des conséquences plus marquées, mais il n'est pas facile non plus de discerner la mesure où cela a influé sur l'évolution politique, laquelle a été minime. Les ministres ont notamment conclu, à la fin de leur réunion, qu'il fallait persuader des pays n'appartenant pas au Commonwealth (le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, en particulier) d'emboîter le pas à ce dernier en matière de sanctions, et ce seul fait atteste peut-être que, faute d'un consensus mondial, les sanctions économiques auront sans doute peu d'effet sur les politiques sud-africaines. Et même si l'on en imposait, il faudrait aussi mettre des mécanismes en place pour les faire respecter (le Conseil de sécurité a, en